

**RAPPORT N°2022/1-06
au Bureau de la Communauté
en séance du jeudi 10 Février 2022**

OBJET : COMMUNE DE SAINTE SUZANNE- AUTORISATION DE SIGNER UNE CONVENTION DE MISE A DISPOSITION AVEC LA VILLE DE SAINTE SUZANNE – PARCELLES AH 81 ET ENVIRON 500 M² DES PARCELLES AH 134

Par acte notarié du 4 décembre 2013, la CINOR a acquis auprès de la Ville de Sainte Suzanne les parcelles cadastrées AH 122/ AH 115 et AH 134 situées au 144 Route Nationale 2 à Sainte Suzanne, anciens locaux des Services Techniques de la Ville de Sainte Suzanne.

Dans le cadre de son programme de renouvellement urbain, la Ville de Sainte Suzanne en partenariat avec l'ALIE, souhaite mettre en œuvre un Atelier Chantier d'Insertion (ACI) « Atelier bois ».

Cet atelier aura la capacité de créer et fabriquer du mobilier d'extérieur sur mesure.

Par courrier en date du 8 novembre, la CINOR a été sollicité par la Ville de Sainte Suzanne pour la mise à disposition du foncier nécessaire au projet « Atelier bois » ainsi que pour l'occupation à titre gratuit des locaux pour la Banque Alimentaire (BAM).

Soit la mise à disposition de la parcelle cadastrée AH 81 d'une contenance globale de 1 600 m² pour l'Atelier Bois ainsi qu'une emprise sur les parcelles cadastrées AH 134 soit environ 500 m² pour le BAM.

Aussi, il est proposé de mettre à disposition de la Ville pour une durée de 12 mois, à titre gratuit, l'emprise indiquée sur le plan joint en annexe sous réserve que la Ville s'engage à ne conclure de convention qu'avec l'ALIE pour « l'Atelier Bois » et le BAM, évitant ainsi tout autre occupation sur l'emprise mise à disposition.

En conséquence, je vous demande de bien vouloir :

- Approuver le projet de Convention de Mise a disposition joint en annexe ;
- Autoriser le Président à mettre à disposition de la Ville de Sainte Suzanne la parcelle cadastrée AH 81 et environ 500 m² des parcelles cadastrées AH 134, inscrite au PLU en vigueur en zone UA, à titre gratuit.
- Autoriser le Président à signer la Convention de mise a disposition joint en annexe au profit de la Ville de Sainte Suzanne
- Autoriser le Président à signer l'ensemble des documents y afférents.

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**



**DECISION N° 2022/1-06
du Bureau de la Communauté
en séance du 10 Février 2022**

OBJET : COMMUNE DE SAINTE SUZANNE- AUTORISATION DE SIGNER UNE CONVENTION DE MISE A DISPOSITION AVEC LA VILLE DE SAINTE SUZANNE – PARCELLES AH 81 ET ENVIRON 500 M² DES PARCELLES AH 134

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020 affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2022/1-06 du Président ;

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20220210-BC2022-1-06-DE
Date de télétransmission : 17/02/2022
Date de réception préfecture : 17/02/2022

**APRES EN AVOIR DELIBERE,
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver le projet de Convention de Mise à disposition joint en annexe ;

ARTICLE 2

D'autoriser le Président à mettre à disposition de la Ville de Sainte Suzanne la parcelle cadastrée AH 81 et environ 500 m² des parcelles cadastrées AH 134, inscrite au PLU en vigueur en zone UA, à titre gratuit.

ARTICLE 3

D'autoriser le Président à signer la Convention de mise à disposition joint en annexe au profit de la Ville de Sainte Suzanne

ARTICLE 4

D'autoriser le Président à signer tous les actes y afférents.

Nombre de votants : 12 (dont 1 procuration) Suffrages exprimés : 12 Vote pour : 12 Vote contre : 00 Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde

17 FEV 2022

Le Président,
Maurice GIRONCEL



Accusé de réception en préfecture 974-249740119-20220210-BC2022-1-06-DE Date de télétransmission : 17/02/2022 Date de réception préfecture : 17/02/2022
--